

Organisations non gouvernementales (ONG) et développement : l'exemple de l'ONG "Démocratie, Droits humains, Développement" dans le département de Ziguinchor au Sénégal

Ibrahima Touré

*Enseignant-chercheur en Sociologie, Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et Sociales (LARSES)
Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)*

Ousmane Koulibaly

*Doctorant en Sociologie, Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et Sociales (LARSES)
Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)*

Résumé

La présente contribution porte sur le thème des rapports entre les organisations non gouvernementales (ONG) et développement. Elle s'appuie sur l'analyse du cas du département de Ziguinchor au Sénégal, zone de prédilection du projet. Plus spécifiquement, il est question d'étudier ici l'intervention de l'ONG 3D dans le développement du département de Ziguinchor. Située au sud du pays, Ziguinchor est en effet l'une des zones les plus impactées par le conflit casamançais, intervenu depuis le début des années 1980 et mené par le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) pour réclamer son accession à l'autonomie politique. Dans cette recherche, l'accent est surtout mis sur la contribution de l'ONG 3D à l'accès aux droits sociaux fondamentaux des populations locales. Autrement dit, nous examinons comment l'ONG 3D participe à l'amélioration de l'état nutritionnel chez les enfants et chez les femmes, enceintes et allaitantes, au renforcement des conditions socio-économiques et politiques des femmes et surtout à la réduction de la pauvreté, en promouvant leur leadership économique et leur autonomisation. En effet, l'ONG 3D est une organisation dont la vision se décline en trois axes : Démocratie et Gouvernance locale ; Droit humain et Développement durable. Ainsi, cette recherche permet d'identifier et de comprendre, à partir d'une approche mixte, qualitative et quantitative, les projets, les moyens, les activités, les résultats et les limites de l'ONG 3D dans sa quête du développement du département de Ziguinchor. Enfin, cette recherche montre la variation des perceptions des bénéficiaires sur l'ONG 3D et sur ses projets pour le développement du département de Ziguinchor.

Mots clés : développement local, droits sociaux fondamentaux, leadership des femmes, lutte contre la pauvreté

Introduction

Plus de sept décennies après que le développement soit devenu le maître mot de la communauté internationale, réunie sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, force est, aujourd'hui, de constater que la majeure partie des pays en développement, n'en finissent pas de sortir de la précarité et de s'engouffrer dans la misère. Échecs des plans nationaux de développement économique et social, échecs des stratégies préconisées par les organismes internationaux, le développement est en faillite (Olivier de Sardan 1995; Rist 2013; Diakité 2002; Sonko et Fofana 2022). Voilà pourquoi, depuis plus de deux décennies, le discours officiel et la politique de beaucoup de gouvernementaux et d'organismes internationaux en matière de développement, se sont profondément modifiés. En effet, nombre de gouvernements, d'institutions bilatérales et multilatérales d'aide et d'appui au développement, se sont rendu compte que les populations à la base, principales destinataires des actions de développement, devraient participer activement aux efforts de développement. De plus en plus, les approches imposées du haut ont fait place à celles prônant une démarche participative (D'orfeuille 1984; Assogba 1998; Ba 1999; Diop et Benoist 2007; Touré 2013; Touré 2020; Touré 2023). Dans ce contexte, particulièrement marqué par le désengagement de l'État du monde rural et des secteurs dits sociaux (Diouf 1992; Kassé 1996; Touré et Dia 2019), la présence des ONG internationales dans le monde rural semble s'imposer avec évidence (Deler 1998; Olivier de Sardan 1998; Dahou 2003; Yala 2005; Kanji 2009). D'autant plus que pour le cas spécifique du Sénégal, l'État a adopté une législation souple, favorisant l'intervention des ONG auprès des groupes sociaux défavorisés. Ce qui a provoqué la prolifération d'ONG internationales de toutes sortes. Actuellement, celles-ci sont présentes un peu partout au Sénégal. Leurs domaines d'intervention se sont diversifiés au fil des années. Elles interviennent dans le domaine du développement local et communautaire, de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, de l'environnement, de la promotion d'unités socioéconomiques (banques céréalières, moulins, équipements, construction d'infrastructures socioéducatives, micro crédit, secours alimentaire,

etc.). Selon Henrik Secher Marcussen (1998)¹¹⁵ « suite à la rétraction de l'État, entre autres en raison des ajustements structurels et des politiques liées à l'idéologie néolibérale, les ONG ont eu le champ libre pour combler les vides, en apportant un soutien aux groupes de base, aux organisations et structures communautaires locales, pour aider à mettre en œuvre les politiques de décentralisation, renforcer le pouvoir de base et favoriser les processus démocratiques, etc. ». Mais la question générale qui se pose est celle de savoir si les ONG nationales et internationales peuvent réussir le pari du développement là où les Etats et les organismes internationaux de développement n'en finissent pas de montrer leurs limites. Qu'en est-il dans les faits? En intervenant au Sénégal, l'ONG 3D a-t-elle réalisé son projet social visant le développement transformationnel des communautés locales? Une telle autopromotion a-t-elle des retombées bénéfiques durables sur leur vécu quotidien ? Quelles sont les contraintes auxquelles est confrontée l'ONG 3D dans cette entreprise de changement social ? Notre article répond à ces questionnements, en interrogeant les dynamiques de développement transformationnel induites par l'intervention de l'ONG 3D dans le département de Ziguinchor, situé au sud du Sénégal. La région est en effet impactée par de multiples contraintes liées entre autres aux conséquences désastreuses du conflit semi-sécessionniste mené par le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) pour réclamer son accession à l'autonomie politique., à la précarité, la malnutrition, aux problèmes d'autonomisation des femmes, la question de l'emploi, etc. Dans cette zone, il y a été constaté que le conflit a occasionné plusieurs dégâts. Parmi lesquels, il y a le déplacement d'une majorité de la population en Gambie, en Guinée Bissau et à l'intérieur de la Casamance. Ainsi, malgré le fait que la Casamance soit considérée comme la zone la plus fertile du Sénégal, le conflit y a engendré une pauvreté et une vulnérabilité qui ont touché majoritairement les jeunes et les femmes. La malnutrition a dévasté plusieurs villages du département. Les communes d'arrondissement telles que Nyassia Niaguis, situées dans le département de Ziguinchor, sont confrontées à des difficultés

¹¹⁵ Henrik Secher Marcussen : « Les ONG et la construction de la société civile dans les pays en développement », in Jean Paul Deler et al. (1998).

d'accès aux soins médicaux. Les femmes allaitantes, les femmes enceintes et les enfants sont les plus exposés à cette situation. Plusieurs GIE et associations de femmes s'activent, dans cette zone, dans le maraîchage pour leur survie¹¹⁶.

En effet, en prenant conscience de l'ampleur des méfaits et dégâts de la malnutrition, l'État du Sénégal, à travers son programme de lutte contre la malnutrition (PRN) piloté par le Conseil national de lutte contre la malnutrition (CNDN), décide en collaboration, avec les Agences de développement local, de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants. D'un côté, c'est grâce à ses expériences de terrain et à ses rapprochements envers les plus démunis et nécessiteux des villages du département de Ziguinchor que l'ONG 3D a été choisie et parrainée pour dérouler ce programme dans les communes de Enampore et Niaguis. De l'autre côté, c'est en se souciant des situations auxquelles les femmes sont confrontées, dans les mêmes villages des communes de Enampore et Nyassia qui sont les plus excentrés et les plus reculés, que l'ONG 3D a décidé, en partenariat avec la fondation MUSSOL, d'apporter des pistes de solution à leur vulnérabilité. Pour parvenir à cet objectif, elle met en place un projet dénommé autonomisation socio-économique et politique. Le but de ce projet est de contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations des municipalités de Nyassia et Enampore, en mettant l'accent sur le genre et les droits humains.

Le présent article est scindé en trois parties. D'abord, nous proposons une problématique étayée qui questionne les rapports entre ONG et développement. Ensuite, nous présentons une méthodologie détaillée, à travers laquelle les données quantitatives et qualitatives ont été recueillies et analysées (Grawitz 1993). Enfin, nous exposons les résultats obtenus ainsi que leurs discussions.

¹¹⁶ Document de projet de l'ONG 3D sur l'autonomisation socioéconomique et politique des populations du département de Ziguinchor, 2021-2023

I. Problématique : Les ONG, entre appui au développement communautaire et lutte contre la pauvreté ?

La littérature scientifique au sujet de la problématique de la présence des Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales dans le champ du développement, notamment des pays en développement, reste diversifiée (Hours 2003 ; Dorier-Apprill et Jalin 2005). Leurs implications et contributions au développement est ainsi analysée (Verger 1995 ; Thiané 1996). De nombreuses analyses insistent sur les actions, les finalités et les capacités développantes de ces ONG qui se donnent pour mission principale d'apporter une aide et une assistance aux couches vulnérables en cherchant « [...] à se rapprocher des réalités locales, à adapter leurs actions aux besoins exprimés sur le terrain, [...] dans les pays et les régions où [elles] interviennent » (Pettersson 2000)¹¹⁷.

Globalement, deux approches divergentes se dégagent. Une première qui voit dans les ONG, des acteurs efficaces et efficients du processus de développement, mettant l'accent sur l'approche participative des populations concernées. Une seconde qui considère que le monde des ONG constitue une nébuleuse, aux contours et objectifs mal définis, œuvrant au service de groupes et lobbys organisés pour capturer la rente du développement.

La première approche de cette revue littéraire met l'accent sur les avantages comparatifs que détiennent les ONG, par contraste avec les agences internationales et les organismes étatiques, pour faire éclore la participation populaire des bénéficiaires des projets, la mobilisation communautaire et la lutte contre la pauvreté. Et la Banque Mondiale (1996) d'appuyer :

« Les ONG ont pris de l'importance dans le monde entier et leur capacité d'intervention dans le processus du développement s'est renforcée. En 1993, les programmes des ONG internationales représentaient 14% de l'ensemble de l'aide au développement [...] les ONG sont souvent celles qui ont le contact le plus étroit avec les pauvres et qui sont mieux à même de les aider directement.

¹¹⁷ In Préface à l'ouvrage de Lucie Alexandre et Guy Bessette (2000).

Elles sont en outre bien préparées à les aider, à identifier leurs problèmes et leurs besoins les plus pressants ».

En se positionnant comme un partenaire direct avec les populations à la base, les ONG prétendent répondre aux aspirations les plus nobles de l'homme, à savoir améliorer les conditions socio-économiques dans lesquelles chacun vit. La réduction des situations de précarité et la promotion des couches vulnérables et des collectivités auxquelles elles appartiennent sont les buts de leurs actions. Selon Bernard Husson (1998)¹¹⁸, ces organisations agissent au nom de valeurs sur lesquelles elles fondent leur existence et qu'elles considèrent comme universelles à savoir :

- Le refus de l'exclusion : tout individu a le droit de voir ses besoins satisfaits et de vivre dignement ;
- Le rapprochement entre les hommes : l'action d'urgence comme l'action de développement doit concourir à lutter contre l'indifférence à l'égard d'autrui et aider aussi au rapprochement de personnes aux histoires et aux cultures différentes ;
- Le désintéressement des acteurs : les ONG agissent par conviction de façon désintéressée, leurs membres sont réputés ne tirer aucun profit personnel d'ordre financier, matériel ou de notoriété, ce qui n'exclut pas l'emploi d'un personnel rémunéré. Aussi, l'auteur estime que la légitimité des ONG est fonction de leur aire géographique. Au Sud, une ONG est considérée comme légitime lorsqu'elle démontre une double capacité :
- Une capacité de mobilisation en agissant non seulement pour la promotion des groupes sociaux défavorisés mais surtout en favorisant l'autogestion desdits groupes ;
- Une capacité de négociation avec les interlocuteurs locaux, nationaux et internationaux pour obtenir des ressources financières pour satisfaire des besoins immédiats ou pour engager des actions porteuses de changement.

¹¹⁸ Bernard Husson : « Les ONG : une légitimité en question », in Jean Paul Deler et al. (1998).

Dans la même logique, Luc Marius Ibriga (1998)¹¹⁹ identifie les défis des ONG du Sud à savoir :

- Le combat contre le sous-développement, la misère et la maladie ;
- La promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales ;
- Le maintien de la paix et de la sécurité collective ;
- La protection de l'environnement.

Pour relever ces défis à dominante économique et politique, les ONG ont besoin d'une reconnaissance juridique, d'un statut clair qui leur permette d'exercer leurs activités tant au niveau national qu'international. De l'avis de cet auteur, c'est à ce niveau que la nature hybride des ONG pose problème et conduit à un divorce entre le fait et le droit. En effet, le droit international positif leur nie tout statut international faisant donc abstraction de leur transnationalité dans la mesure où « *il n'existe pas de convention universelle accordant aux ONG internationales la personnalité et la capacité juridique dans tous les pays où elles ont des sections et où s'exercent leurs activités* » (Ibriga 1998 : 502).

C'est dire qu'en l'état actuel du droit international public, les ONG, expression de la solidarité transfrontalière, ne sont que des sujets de droit interne à vocation internationale. Une contradiction majeure surgit ainsi entre la vocation internationale qui constitue la raison d'être d'une ONG et le statut national dans lequel elle va se retrouver enfermée. Les ONG, en tant que personnes morales de droit privé et en tant qu'associations, sont donc régies par de multiples et diverses législations nationales. Cette diversité interdit dès lors toute idée de statut unique et de régime uniforme applicables aux ONG.

Quant aux ONG du Nord, leur légitimité s'appuie sur les prestations financières et techniques qu'elles apportent, sur leur capacité à organiser des échanges d'expériences. Elles tirent aussi leur légitimité de leur rôle d'intermédiaire entre leurs bailleurs (institutionnels ou

¹¹⁹ Luc Marius Ibriga : « Le statut des ONG du Sud : Réalités, problèmes et enjeux. Analyse à partir du cas burkinabé », in Jean Paul Deler et al. (1998).

privés) et les ONG du Sud pour le financement des activités de ces dernières. A ce niveau, Chantal Verger (1995 : 52) donne une idée claire des mécanismes de financement et de l'origine des ressources des ONG qui proviennent essentiellement :

- des institutions ecclésiales du Nord : en tête des ressources sont les dons, qu'il s'agisse des contributions régulières (pourcentage du revenu versé chaque mois) ou occasionnelles. Les dons sont en effet pour une bonne part issus des produits des collectes et autres campagnes organisées en certaines occasions - « la semaine missionnaire mondiale » - par exemple ;

- de la générosité privée : aussi, les ONG liées à l'Eglise active en matière de développement tirent l'essentiel de leurs ressources de la générosité privée (dons, legs, etc.) ;

- du recours au système bancaire et financier : la plupart des ONG ont, de plus en plus, recours aux arcanes de la finance ;

- des subventions : qu'elles soient publiques ou issues de la solidarité privée, les subventions constituent une part considérable des ressources des ONG.

Si les ONG du Nord reçoivent l'essentiel de leurs ressources financières en faisant appel à la générosité des donateurs, des institutions partenaires et par des subventions publiques ou privées, celles du Sud, quant à elles, ont essentiellement recours à la solidarité financière d'avec les premières. N'en déplaise aux tenants de « l'action positiviste » des ONG et cela malgré l'importance des moyens mobilisés en faveur des couches vulnérables du Sud, « *il demeure vrai qu'aucun peuple ne peut prétendre se développer par la seule bonne grâce des autres, quelque sincère qu'elle soit, ou par leur charité, quelque généreuse qu'elle soit* » (Olukoshu et Nyamnjoh ²⁰⁰⁵). D'ailleurs comme l'écrit à juste raison Koerndt Verhagen (1991) : « *dans leur rôle imposé de "bénéficiaires", les pauvres courent le danger de devenir totalement dépendants de leurs "bienfaiteurs" [...] et deviennent dépendants du "biberon" offert [par les donateurs], encarcenés [...] dans un processus de développement qui leur est totalement étranger. Ils se retrouvent, en fin de compte, dans une situation singulièrement vulnérable* ».

Ces remarques qui viennent d'être faites montrent que les ONG ne sont pas exemptes de limites comme ont, d'ailleurs, eu à le mentionner

certain auteurs. En effet, un survol de la littérature existante sur les ONG opérant au Sénégal montre que plus de 75% (Kenmagne et Barnett 2010 :7) d'entre elles y sont installées depuis plus d'une décennie. Pourtant, nonobstant les actions entreprises pour appuyer l'Etat dans sa politique de développement et de lutte contre la pauvreté en vue de faire sortir les couches vulnérables de leur situation de précarité, les besoins des populations en soins de santé primaires, en eau potable, en éducation et formation, en nourriture, en logement, etc., se font de plus en plus sentir voire demeurent de plus en plus croissants. Ce qui traduit dans une certaine mesure l'incapacité des ONG à prendre réellement en charge ces besoins ; même si l'on sait que l'objectif des ONG ne se limite pas à une simple assistance aux pauvres.

Voilà pourquoi Marie Christine Guenea (2006) se demande si l'action des ONG dont l'utilité est reconnue par tous est justifiée sur le plan de l'efficacité sur le terrain. Elle en vient à conclure que les difficultés des ONG se trouvent dans le manque de coordination de leurs actions et surtout l'incapacité à pérenniser les projets dont sont bénéficiaires les populations. Dans la même logique, Koenrad Verhagen (1991 :15) estime que les ONG manquent souvent de personnel et d'agents de terrain qualifiés. Il pense en outre qu'elles ne sont pas non plus indemnes de certaines faiblesses généralement attribuées aux fonctionnaires. C'est pourquoi Thierry VERHELST (1987) a vite fait de les mettre en garde afin de ne pas « *tomber dans le travers des organismes officiels de développement qui se laissent trop souvent séduire par ce qui est vérifiable et si possible quantifiable (une construction, un équipement, etc.)* ». Quant à Brown et Korten (1988), ils identifient quelques faiblesses qui entravent l'action des ONG. Il s'agit :

- D'un manque d'expertise technique pour les projets complexes et grandioses ;
- D'une incapacité à conduire des projets qui peuvent avoir un impact régional ou national ;
- D'une incapacité limitée en gestion et en organisation ;
- D'un personnel limité parfois peu qualifié ;

D'ailleurs, certains penseurs comme Isabelle Droy (1998)¹²⁰ estiment qu'actuellement un grand nombre d'associations voire de pseudo associations se découvrent une vocation d'ONG puisque ce cadre peut offrir des facilités fiscales et douanières. Mieux des ONG se créent dans l'unique souci de capturer la rente du développement (Dahou 2003). C'est sans doute, pour dénoncer une telle manœuvre que le Président de la République du Sénégal Abdoulaye Wade, de 2000 à 2012, avait critiqué acerbement certaines ONG peu scrupuleuses qui détourneraient l'essentiel de l'aide destinée aux pauvres d'Afrique et par ricochet s'enrichiraient sur leur dos. Mais adopter une telle attitude, c'est ignorer que « *comme toute organisation, les ONG ont des fonctions explicites (aide humanitaire, etc.) et des fonctions latentes (gestion de carrières, tourisme en développement, etc.)* [mais aussi et surtout] *ce sont des espaces organisés et normés où se confrontent des enjeux (de pouvoir, de légitimité, d'intérêts - matériels ou symboliques - d'idéologie, d'affects) ...* » (Olivier de Sardan 1998 : 25)¹²¹.

II. Cadre méthodologique

La méthode quantitative et la méthode qualitative ont été utilisées dans le cadre de cette recherche, étant donné qu'elle est de type exploratoire et analytique (Grawitz 1993). Ces deux méthodes sont complémentaires.

- Population mère

La population ciblée dans cette recherche est constituée du personnel de l'organisation (12 agents), les membres bénéficiaires du programme d'autonomisation socioéconomique et politique (GIE Soblé (30), GIE Unagoral (40), GIE Kassoulou (40) et GIE Johere (30)) et l'ensemble des femmes mères d'enfants (0 à 59 mois) et femmes enceintes, dans l'ensemble des villages (85) des communes de Niaguis et Enampore bénéficiaires du programme de renforcement nutritionnel. Il est pertinent de préciser que ces villages sont répartis

¹²⁰ Isabelle Droy : « Un panorama national : la multiplication des ONG à Madagascar », in Jean Paul Deler et al. (1998).

¹²¹ Jean Pierre Olivier de Sardan, « Ce que pourrait être un programme de recherche sur les ONG », in Jean Paul Deler et al. (1998).

dans des sites (36) et que la taille des sites varie en fonction des villages. L'ONG 3D a réparti tous les villages (85) en 36 sites. Et le nombre de femmes bénéficiaires varie en fonction des sites. Enfin, l'ensemble des autorités locales concernées par ces deux programmes, font partie de la population mère.

- Méthode d'échantillonnage

Il existe pour la méthode quantitative deux méthodes d'échantillonnage : l'échantillonnage probabiliste et l'échantillonnage non probabiliste. Et pour la méthode qualitative aussi, il existe deux types de méthodes d'échantillonnage : l'échantillonnage à cas unique et l'échantillonnage à cas multiple. Pour ce travail, nous avons utilisé l'échantillonnage probabiliste pour la méthode quantitative et l'échantillonnage par cas multiples pour la méthode qualitative (Grawitz 1993). Plus clairement, nous avons à partir d'un échantillonnage aléatoire simple, tiré simultanément un nombre dans chacun des GIE (4) bénéficiaires du programme d'autonomisation socioéconomique et politique des populations dans l'arrondissement de Nyassia (département de Ziguinchor) pour la collecte des informations. C'est une méthode plus facile, plus utilisée et plus simple. Par exemple, nous avons tiré simultanément dans chaque bloc un nombre, en appliquant la technique de l'échantillonnage aléatoire simple et en veillant à la représentativité.

Ensuite, pour les bénéficiaires du programme de renforcement nutritionnel, nous avons jugé nécessaire d'utiliser l'échantillonnage en grappe à un degré. Nous avons fait ce choix pour plusieurs raisons car d'après les informations obtenues à la structure 3D, ils n'ont pas le nombre exact des bénéficiaires dans chaque village. Mais nous savons que les bénéficiaires sont répartis dans trente-six (36) sites. Et que le nombre de bénéficiaires varie en fonction des sites. Il y a des sites qui englobent cinq (5) villages et d'autre quatre (4) ou même trois (3). Et le nombre de bénéficiaires dans chaque site varie selon la disponibilité des femmes à faire le pesage mensuel ou le dépistage trimestriel. Alors l'échantillonnage en grappe est plus économique et adéquat à une étude portant sur plusieurs villages ou sites et surtout l'échantillonnage en grappe à un degré adéquat à des grappes (site) dont nous ne connaissons pas exactement la taille d'individu de chaque grappe. C'est pourquoi nous avons considéré les sites comme

des grappes et nous avons appliqué la technique de l'échantillonnage en grappe à un degré afin de déterminer notre échantillon. Par exemple, les 36 sites étant considérés comme des grappes, nous avons porté notre choix sur deux sites/grappes à savoir le site de Angack Grand et le site de Sindone et l'ensemble des bénéficiaires du programme de renforcement nutritionnel dans ces deux (2) sites/grappes seront considérés comme éléments de notre échantillon. Enfin, pour les membres de l'organisation 3D et les autorités concernées par cette enquête, nous avons adopté l'échantillonnage à cas multiple, avec le respect du principe de saturation empirique. Cette méthode nous permet de constater que les derniers entretiens n'apportent plus de nouvelles informations.

Pour ce travail, l'échantillonnage est fait à différents niveaux. D'abord, pour recueillir les données au niveau des quatre (4) différents GIE concernés par le questionnaire numéro un (1), nous avons utilisé l'échantillonnage aléatoire simple. Nous avons simultanément tiré un nombre d'individus dans chaque GIE. Et dans chaque GIE le nombre d'individus tiré constitue notre échantillon. Voir le tableau ci-après :

GIE	N° d'individu	Echantillons	Pourcentages
Soblé	30	20	66,6
Unagoral	40	20	50
Kassoulou	40	20	50
Johere	30	20	66,6
Total	140	80	57,14

Ensuite, pour le recueil des données au niveau des bénéficiaires concernés par le questionnaire numéro deux (2), nous avons utilisé l'échantillonnage en grappes. Les 36 sites étant considérés comme des grappes, nous avons tiré deux sites/grappes à savoir : le site de Sindone et celui de Agnack Grand. Et les individus qui se trouvent dans ces deux grappes (sites) concernés par l'enquête constituent notre échantillon. À Agnack Grand, selon le rapport du poste de santé, le dernier recensement faisait état de 52 femmes et de 49 femmes à sindone. Nous avons questionné 38 femmes à Agnack Grand, soit 73,07% et 26 femmes à Sindione, soit 53,06%. Le pourcentage total des enquêtés concernés par ce questionnaire est de 63.36, comme le fait montrer le tableau ci-dessous :

Sites	N° d'individu	Echantillons	Pourcentages
Agnack grand	52	38	73,07
Sindone	49	26	53,06
Total	101	64	63,36

En outre, pour la collecte des données au niveau de l'ONG 3D, nous avons utilisé l'échantillonnage à cas multiple, avec respect du principe de saturation. En effet, l'ONG compte 12 agents et nous avons interrogé 11 agents. Nous avons ensuite fait des entretiens avec les quatre (4) présidentes de GIE, un (1) technicien, un (1) conseiller à la mairie de Nyassia et la présidente des groupements de femmes de la commune de Nyassa. Enfin, nous nous sommes entretenus avec deux (2) ICP (Infirmier Chef de Pose) des deux sites, un (1) représentant du maire de Adéane et deux (2) relais.

Concernant les techniques utilisées pour la collecte des informations, nous avons la recherche documentaire, les entretiens exploratoires réalisés avec des personnes ressources telles que les chargés de projets, les superviseurs et agents de terrain, l'observation participante désengagée et le questionnaire (Grawitz 1993).

III. Présentation de l'ONG 3 D

A. Stratégies d'intervention de l'ONG 3d

L'ONG 3D est une organisation à but non lucratif militante et experte, engagée dans les transformations sociales, économiques et politiques et qui agit auprès des populations et des communautés les plus démunies, afin qu'elles prennent en main leur propre destin. C'est dans ce sens qu'elle a mis en place une équipe dynamique et bien structurée, des programmes et des projets visant à lutter contre la malnutrition et à autonomiser les femmes. L'ONG 3D vise aussi à contribuer à l'éradication de la pauvreté par la promotion du leadership économique des femmes. Les axes stratégiques de

l'organisation 3D s'inscrivent dans les trois champs d'action originels de l'ONG ¹²² et ont forgé son identité depuis une dizaine d'années.

- **Démocratie et Gouvernance locale**

Grâce à ce domaine, l'ONG 3D accompagne les politiques publiques et intervient à la promotion de la bonne gouvernance. A la faveur d'un contexte juridique et institutionnel favorable, l'organisation 3D promeut des initiatives de création de dynamiques et de cadres multi-acteurs de concertation pour une gestion participative des affaires publiques.

- **Droits Humains**

Dans ce domaine, l'ONG 3D permet d'assurer la promotion des droits civils et civiques, l'accès aux services sociaux de base et la citoyenneté active. Elle développe plusieurs initiatives d'appui à la valorisation des conditions de vie et d'existence et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des couches sociales vulnérables (personnes affectées par le VIH Sida, personnes vivant avec un handicap, etc.).

- **Développement local durable**

L'ONG 3D promeut, à travers ce domaine, des initiatives de développement social et économique local. Elle appuie l'émergence de cadres pluri-acteurs de dialogue et de concertation, des réseaux d'alliance d'institutions et d'organisations de base. Elle met surtout l'accent sur le renforcement des capacités des différents acteurs populaires, institutionnels et privés, notamment pour l'affirmation et la consolidation d'un leadership local, afin de garantir un développement inclusif. L'objectif principal du plan stratégique 2018-2022 est de contribuer à la réforme des politiques publiques pour une gouvernance démocratique inclusive et ouverte, afin que les intérêts des communautés de base et des populations les plus vulnérables soient pris en compte. Selon 3D9, «l'ONG 3D est une organisation qui intervient dans plusieurs domaines d'activités. Elle intervient dans toutes les régions pour la promotion de la gouvernance inclusive.».

Ensuite, pour 3D7, « l'ONG3D est une organisation qui intervient sur l'autonomisation des femmes et sur la lutte contre la malnutrition des populations de Ziguinchor »

¹²² Plan d'action stratégique 2018-2022.

Il est, à présent, utile de rappeler les projets de l'organisation 3D. L'ONG 3D est présente depuis 2017 dans la région de Ziguinchor et intervient pour la population du département de Ziguinchor, plus précisément les populations touchées par la pauvreté et la malnutrition.

B. Les projets de l'ONG 3d

Un projet est « une suite d'objectifs fixés a priori, d'actions définies pour les atteindre, un budget, des échéances... » (Daler Jean-Pierre et al 1998). L'ONG 3D dispose de deux types de projets dans le département de Ziguinchor. Il s'agit du projet PRN (Programme de lutte contre la malnutrition) et de celui de l'autonomisation socio-économique et politique des populations du département de Ziguinchor.

1. Programme de renforcement nutritionnel

Le programme de renforcement nutritionnel (PNR) est un projet de l'État du Sénégal financé par la Banque mondiale pour le renforcement nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois, des femmes allaitantes et des femmes enceintes. Le projet PRN est sous la direction de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) devenu aujourd'hui le Conseil national de lutte contre la malnutrition (CNDN). Le CLM devenu CNDN est une institution étatique sous la bannière du ministère de la santé. Le CNDN contrôle le pilotage du projet dans l'étendue du territoire sénégalais en collaboration avec les districts sanitaires. Ensuite, les districts de santé sont chargés de la récupération des données recueillies par les ONG chargées du pilotage du projet au niveau local. Le PRN est une politique de l'Etat du Sénégal réalisée dans tous les départements avec la collaboration des AEC (Agences d'exécution communautaire) ». Le principal bailleur de fonds du projet PRN est la Banque Mondiale. Elle finance ce projet en octroyant les fonds à l'État du Sénégal qui à, son tour, décaisse un budget géré par le CNDN pour son déroulement. Enfin, c'est le CNDN qui coiffe toutes les ONG locales chargées du déroulement du projet. Lorsque financement quitte banque mondiale passant par l'Etat du Sénégal et arrive au CNDN, il se charge du pilotage. Il fait des décaissements et

fournit toute la logistique nécessaire aux ONG locales chargées de dérouler ce projet dans les communes. L'ONG 3D est chargée du déroulement du projet dans toutes les communes du département de Ziguinchor.

- Justifications du projet

En 2012, le gouvernement a élaboré une nouvelle politique de développement qui vise l'émergence et intitulée « Plan Sénégal Emergent » plus connu sous l'acronyme « PSE ». Le PSE est une politique économique et sociale qui agrège les différentes politiques sectorielles dans 3 axes que sont la croissance économique, le développement du capital humain, la protection sociale, la gouvernance. Au titre de l'axe « Capital humain, protection sociale et développement durable » est inscrit le Programme National de Développement Sanitaire et Social. Cette stratégie de développement de la santé compte contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD) plus particulièrement aux objectifs 2, 3 et 6. Relativement à l'ODD 2 « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », l'État du Sénégal, à travers la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), a élaboré un Document de Politique Nationale de Développement de la Nutrition (2015-2025) pour « assurer à tous un état nutritionnel satisfaisant particulièrement (aux) enfants de moins de cinq ans, (aux) femmes en âge de procréer et (aux) adolescent(e)s ». Avec la réforme dite « acte III de la décentralisation » ayant porté parmi ses objectifs, celui de territorialiser les politiques publiques pour optimiser l'adéquation des politiques publiques locales aux besoins des citoyens, l'État s'engage à collaborer pour la réussite de ce programme avec les ONG pour ce programme.

- Objectif principal du projet :

L'objectif principal de ce projet est de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel chez les enfants de 0 – 59 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes dans le district sanitaire de Ziguinchor.

Objectifs (spécifiques) du projet :

Ce projet vise à :

-Augmenter le pourcentage de femmes ayant effectué les 04 CPN dans les communes de Enampore et Niaguis ;

- Augmenter le pourcentage de femmes ayant accouché dans une structure sanitaire dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Augmenter le pourcentage de nourrissons de 0-6 mois exclusivement allaités au sein dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Réduire le pourcentage de la prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants 0 – 23 mois dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Augmenter le pourcentage des enfants 0-23 mois étant complètement vaccinés dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Augmenter le pourcentage des enfants de 06 -59 mois ayant reçu de la vitamine A dans les 6 mois avant l’enquête dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Augmenter le pourcentage de mères ou gardiennes d’enfants connaissant le traitement des cas de diarrhées avec le SRO/ZINC dans les communes de Enampore et Niaguis ;
- Augmenter le pourcentage de ménages ayant consommé du sel iodé et autres micronutriments (fer, zinc etc.) dans les communes de Enampore et Niaguis.

- Résultats attendus

Les résultats attendus d’un projet sont l’ensemble des réalisations prédéfinies d’un projet auxquelles les actions tentent de répondre. Ainsi les résultats attendus pour ce projet sont :

- 1) Le pourcentage de femmes ayant effectué les 4 CNP a augmenté de 30 % dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 2) Le pourcentage de femmes ayant accouché dans une structure sanitaire a augmenté de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 3) Le pourcentage de nourrisson 0-6 mois exclusivement allaités au sein a augmenté de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 4) Le pourcentage de la prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants 0 – 23 mois a diminué de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 5) Le pourcentage d’enfants de 0-23 mois étant complètement vaccinés est de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 6) Le pourcentage d’enfants de 6-59 mois ayant reçu de la vitamine A dans les 6 mois avant l’enquête a augmenté de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis;
- 7) Le pourcentage de mères ou gardienne d’enfants connaissant le traitement des cas de diarrhée avec le SRO/ZINC a augmenté de 30% dans les communes de Enampore

et Niaguis; 8) Le pourcentage de ménages ayant consommé du sel iodé et autres micronutriments (fer, zinc etc.) a augmenté de 30% dans les communes de Enampore et Niaguis; etc.

- Les cibles

Les cibles d'un projet sont ceux ou celles à qui un projet est destiné et bénéficient des retombées. Pour ce projet, les cibles sont les enfants de 0 à 59 mois en situation de malnutrition, les femmes allaitantes et les femmes enceintes des cinq communes du département de Ziguinchor (Niaguis, Nyassia, Enampor, Adeane, Boutoupa).

- Le financement du projet

Il n'y a pas de déroulement de projet sans fonds. Le financement du projet renvoie aux moyens qui permettent la réalisation des activités du projet. Pour ce projet, le financement émane de la Banque mondiale. La banque finance l'État du Sénégal pour le déroulement du projet (programme de renforcement nutritionnel) géré par la CLM (cellule de lutte contre la malnutrition) devenue CNDN (Conseil National du Développement de la Nutrition) et qui coopère avec les AEC (Agences d'Exécution communautaire) pour exécution des activités.

- Déroulement des activités du projet

Le déroulement des activités d'un projet est la mise en place des actions pour atteindre les objectifs fixés. Autrement dit, la manière dont chaque activité est organisée dans un temps bien précis. D'après les entretiens réalisés avec les personnes ressources de ce projet, l'ONG 3D effectue quatre (4) activités pour ce projet. Il faut d'abord savoir qu'avant le déroulement des activités, l'ONG 3D a effectué des opérations de sensibilisations dans chaque commune à l'égard de l'ensemble des acteurs concernés. Elle a installé dans chaque commune un comité de pilotage pour faciliter le travail. Le comité de pilotage assure la promotion de la croissance des enfants et veille au respect des consultations, des pesés mensuelles et trimestriels. La première phase du déroulement des activités a été la phase de sensibilisation et de partage avec les différentes autorités locales et OCB (organisation communautaire de base) pour mettre en place le CLP (comité local de pilotage). Cette étape de sensibilisation a été suivie de la mise en place de différents relais qui ont un rôle

déterminant à jouer. Ils assurent pratiquement beaucoup d'activités. Il y a un nombre de relais octroyés à chaque commune. Les 36 sites sur les 5 communes ont chacun 2 relais qui assurent la consultation, la pesée mensuelle et le dépistage trimestriel. Il faut en outre comprendre que le choix des relais n'était pas fortuit et que les relais étaient recrutés en fonction de leurs compétences ou statut. En effet, le choix des relais est fait par les autorités en collaboration avec les OCB. Ils sont en général conseillers à la mairie ou membres d'OCB. Ils forment dans chaque village/site un comité et chaque comité reçoit 20000 f CFA/mois pour l'organisation des activités. En résumé, les activités de ce projet de renforcement nutritionnel sont : les pesées mensuelles (0-23 mois), dépistages de la malnutrition (6 mois-54 mois), VAD (visite à domicile, causerie) et le financement basé sur le résultat.

- Les pesées mensuelles

Ce sont des activités à travers lesquelles est déterminé le poids de l'enfant par rapport à son âge afin d'opérer et de contrôler son développement ou sa progression. Les pesées sont effectuées chaque mois. Cette activité permet d'avoir une idée sur l'évolution du poids de l'enfant et de son état nutritionnel grâce à une carte de l'évolution de la croissance. Elle indique l'évolution du poids de l'enfant par rapport à son âge. L'évolution ou la diminution du poids se mesure à travers la carte de l'évolution de la croissance et de l'état nutritionnel. Ensuite, à partir d'une courbe située sur la carte contenant des poids, des âges et trois couleurs dont une couleur à chaque niveau (vert, jeune et rouge), les relais parviennent à définir l'état de l'enfant. Et ils sauront si par rapport à la croissance de l'enfant, son poids évolue ou pas. En outre, les trois couleurs sur la carte permettent de connaître l'état d'évolution de l'enfant. Le rouge, compris entre 6 0mm et 110 ,50mm, évoque un danger et que l'évolution de l'enfant n'est pas normale. Le jaune, compris entre 110,50mm et 120,50, montre que le cas est moins grave. Le vert compris, entre 120,5 et 260mm, évoque que l'état de l'enfant est normal. Ainsi, au cas où le poids est identifié sur le rouge, il faut alors des prises en charge au niveau du poste de santé avec l'infirmier pour suivre un traitement. Au cas où le poids est situé dans le jaune, alors il faut des prises de conscience et de sensibilisation avec les relais car, ils sont formés pour assurer la bonne gestion hygiénique pour toute enfant. Les relais généralement assurent

les activités de sensibilisation liées aux comportements, à alimentation et à l'hygiène etc. Car la diarrhée et les infections respiratoires peuvent causer la malnutrition.

- Le dépistage de la malnutrition

Le dépistage de la malnutrition est une activité qui permet d'appréhender si l'enfant est atteint ou non de la malnutrition. Ce dépistage est effectué à l'aide du PB (périmètre brachial) qui permet de mesurer le périmètre du bras de l'enfant. Si le périmètre du bras de l'enfant est compris entre 6 cm et 11.5cm, alors il est constaté dans le rouge. Et cela explique que son poids est gravement insuffisant et qu'il est atteint de la malnutrition aiguë. Si son poids par contre est compris entre 11.5cm et 12.5cm, alors il est identifié dans le jaune et ce qui montre que l'enfant est atteint de la malnutrition modérée. Par contre, si son poids est constaté entre 12.5cm et 26.5cm, alors l'état de l'enfant est normal. Les précautions à prendre sont multiples et le traitement est effectué selon les cas. Par exemple, si l'enfant est atteint de la malnutrition aiguë, il est du ressort de l'infirmier de lui faire un traitement. C'est pourquoi, au cas où l'enfant est identifié dans le rouge, les relais l'amènent chez l'ICP (infirmier chef de poste qui traite le cas pendant trente (30) jours. Pendant cette période, l'ICP traite le cas jusqu'à ce que l'enfant se retrouve dans un état normal. Ensuite, si l'état de l'enfant devient modéré, ils appliquent le PECMA (prise en charge de la malnutrition aiguë). Ils remettent 3kg de farine composée de niébé, maïs et d'arachide à chaque enfant. Enfin, après avoir octroyé des aliments et ingrédients riches en vitamine, les relais doivent assurer le contrôle du poids. Alors chaque deux semaines, ils partent constater s'il y a in avancement ou un recul de poids.

- La causerie et la démonstration culinaire

Ce sont des activités qui se font après chaque pesée et dépistage après qu'il y ait constat des cas de malnutrition. Après chaque pesée les relais font des causeries sur l'allaitement et sur la prise en charge de l'enfant. Et après chaque dépistage, si les cas de malnutrition aiguë ou modérée enregistrés sont moins de huit (8), les causeries et les démonstrations culinaires seront faites. Les causeries sont effectuées par les relais grâce à des entretiens individuels ou des visites à domicile effectuées. Si le nombre de cas est égal ou supérieur à huit (8) dans un site, alors une activité de causerie suivie d'une

démonstration culinaire, est organisée avec tous les cas malnutris. C'est dans ce sens qu'il faut noter que dans chaque site, s'il y a (8) cas ou plus de malnutris, les relais organisent des séances de causerie (deux fois par mois). Chaque quinze (15) jours, une causerie est organisée suivie d'une science de démonstration culinaire dans chaque site.

- Le FBR (Financement basé sur le Résultat)

Le FBR est une activité qui permet d'accompagner les femmes enceintes pour qu'elles puissent respecter leurs consultations prénatales (CPN). Toute femme enceinte a le droit d'effectuée des consultations prénatales dans les centres de santé ou hôpitaux. De ce fait, les superviseurs du projet se déplacent pour se renseigner à chaque fois qu'il y a des consultations prénatales dans les centres de santé des différents villages concernés. Ils prennent les prénoms et noms des femmes qui ont respecté leur CPN, ainsi que toute information nécessaire pour la rapporter à la direction 3D. En outre, chaque femme qui respecte ses consultations est motivée et accompagnée jusqu'à l'accouchement. En effet chaque femme est octroyée d'un montant de 7000f CFA après chaque CPN. Si la femme accouche dans un hôpital ou centre de santé, elle est rémunérée d'une somme de 12000f CFA. Toutes ces politiques d'assistance et d'accompagnement visent à lutter contre les morts infantiles, la malnutrition et les faux accouchements.

- Réalisations

Quelques réalisations sont notées pour ce projet :

- * Dans chacune des communes concernées, des CLP sont mis en place. Chaque CLP regroupe un nombre de quatre (4) membres. Ils sont chargés de l'organisation des journées de pesage, de dépistage et de sensibilisation. Le comité est piloté par l'autorité locale qui bénéficie d'une somme de 70000 f CFA /3 mois ;
- * Des relais sont installés dans chaque site. Il y a deux relais pour chaque site chargé du pesage (une (1) fois/mois), du dépistage (une (1) fois/3 mois), des séances de causerie et des démonstrations culinaires après chaque séance. Le choix des relais est porté sur ceux qui savent lire et écrire. Ils sont rémunérés à hauteur de 5000/mois.

- * Une mère gardienne est augmentée dans chaque district sanitaire.
- * Dans chaque site des équipements sont mis en place (nattes, chaises, blanches, la mesure de la taille et des catalogues pour la causerie).
- * Après chaque recensement les femmes ayant respecté leurs consultations prénatales dans les centres de santé et hôpitaux reçoivent une rémunération de 7000 f CFA/CPN.
- * Une prise en charge gratuite dans les hôpitaux des cas malnutris aigües et des dons de farine pour chaque enfant malnutri.
- * Une prime de motivation de 15000/mois pour chaque ICP

2. Le projet de l'autonomisation socioéconomique et politique

Ce projet est issu d'une coopération entre l'ONG 3D et la fondation espagnole MOUSSOL. Le but du projet est d'améliorer les conditions socio-économiques et politiques des populations de Ziguinchor. Mais aussi il vise à pérenniser l'autonomisation des femmes du département de Ziguinchor.

- Justifications du projet

Ce projet est une contribution aux ODD. Il cherche à atteindre les trois (3) objectifs du développement durable ODD 1: Mettre fin à la pauvreté; ODD 5: réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; ODD 8: Travail décent et croissance économique; et ODD 16: Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, faciliter l'accès à la justice pour tous et créer des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Il contribue également à l'ODD 2: mettre fin à la faim, assurer la sécurité alimentaire.

- Objectif principal du projet

Ce projet vise à contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques et politiques des populations des municipalités de Nyassia et Enampore dans le département de Ziguinchor en mettant l'accent sur le genre et les droits humains.

- Objectifs (spécifiques) du projet

L'objectif de ce projet est de promouvoir la transformation de l'économie et de la société des communes périurbaines de Ziguinchor. Et d'œuvrer pour une action concertée entre les différents acteurs locaux autour du développement des initiatives de production agricole et de la participation citoyenne au développement local.

- Résultats attendus

Les résultats attendus de ce projet sont les suivantes :

- * Participer pour que 100 petits agriculteurs de Nyassia et de Enampore augmentent leurs revenus mensuels de 30% à la fin du projet.
- * Après l'intervention, 30 femmes qui travaillent dans l'unité de transformation des légumes, mangues et noix de cajou, augmentent leur revenu mensuel de 20%.
- * Contribuer à ce que 100 familles de Nyassia et Enampore améliorent leur sécurité alimentaire après avoir participé aux processus de production et de commercialisation.
- * La mise en place d'une Fédération des femmes du district de Nyassia et d'organiser des femmes habilitées à revendiquer leurs droits humains socio-politiques et économiques.

- Les cibles

Pour ce projet, les cibles sont les populations de Enampore et de Nyassia considérées comme les plus impactées du conflit casamançais. Mais aussi, la zone de Nyassia et de Enampore se caractérisent par leurs faiblesses en capacité de production locale dues à un manque de ressources et d'investissements, une mauvaise organisation de la production au niveau technique, opérationnel et associatif. Les GIE bénéficiaires du projet sont les plus démunis et nécessiteux qui n'avaient presque pas de moyens pour commencer leurs activités.

- Le financement du projet

Ce projet est issu d'une coopération internationale entre MUSOL et l'ONG 3D. MUSOL est un partenaire espagnol de l'ONG 3D. Donc le financement de ce projet vient de la fondation MUSOL.

- Le déroulement des activités

Tout projet nécessite des activités pour atteindre les buts fixés. Le projet n'a duré qu'un (1) an, il est en mi réalisation. Car le projet est prévu pour une durée de 2 ans. Pour ce projet nous avons assisté à plusieurs activités et nous étions presque 5 fois sur le terrain avec l'équipe de 3D.

D'abord, d'après les personnes ressources (l'équipe du projet), l'organisation 3D a commencé par recenser les GIE. Après, il y a eu l'état des lieux puis l'étude des besoins. Ensuite, elle a fait une contribution d'équipements, des formations, des équipements et des dons de semence aux femmes. De ce fait, chaque semaine l'équipe de l'ONG 3D contrôle l'avancement du projet. Les unités de transformation pour les femmes de Nyassia et Enampore sont en construction et ne sont pas encore terminées ; ce qui fait que la formation en transformation des fruits tarde à commencer.

- Le recensement des GIE

Avant l'aide aux GIE de Nyassia et d'Enampore, l'ONG 3D a effectué des recensements. L'équipe de terrain chargée d'enquête a recensé tous les GIE de Enampore et Nyassia. Et parmi tous les GIE, quatre (4) ont été choisis en concertation avec les autorités locales. Ainsi, les GIE recensés étaient les plus nécessaires car, ils n'avaient pas de matériaux pour assurer le fonctionnement de leurs blocs maraîchers. C'est dans ce sens que l'ONG a effectué le 08-janvier 2019 une visite d'exploration dans les 4 différents blocs des GIE. Puis, le 10-10-2020 une autre visite est organisée pour les préparations de la formation sur les techniques maraîchères. Enfin, les quatre GIE maraîchers bénéficiaires de ce projet sont : le GIE « Soblé » et le GIE « Unagoral » dans le Enampore et GIE « Kassoulou » leGIE « Johere » dans le Nyassia.

- La contribution de l'ONG 3D pour les quatre blocs maraîchers

L'apport de l'ONG 3D dans les quatre vergers est remarquable. Selon les données du terrain, les entretiens et les observations, l'ONG 3D a clôturé (par du grillage) tous les quatre (4) blocs maraîchers des différents GIE des communes de Enampore et de Nyassia. Elle a installé une citerne d'eau puis mis en place des robinets dans chaque bloc maraîcher. Mais aussi, elle a apporté des raccords et des arrosoirs

pour faciliter l'arrosage pour chaque bloc. En plus, elle a fourni des équipements et de la semence pour chaque saison. Les membres des GIE sont formés, en cas de besoin, aux techniques de production agricole, aux techniques d'irrigation et à l'utilisation efficace de l'eau.

- La formation en leadership des groupements des femmes

Chaque mois, l'ONG 3D organise une rencontre avec les groupements des femmes pour chaque commune. L'objet de la rencontre est le renforcement de capacité des femmes sur plusieurs domaines. En plus, les femmes sont formées pour connaître leurs droits. Autrement dit avoir écho sur le droit de la femme et de son devoir dans la société actuelle. En effet, l'objectif de cette formation est aussi d'encourager les femmes dans les prises de décisions en public. La formation met l'accent sur l'estime de soi, les compétences sociales et les capacités collectives comme le leadership des femmes, la négociation, la résolution des conflits, le genre et la participation à la politique de décision.

Ainsi, cette formation vise à autonomiser les femmes au niveau personnel et collectif. Elles leur permettent d'obtenir le rôle de premier plan en tant qu'agents du changement social dans leurs communautés et au niveau des gouvernements municipaux. Elle contribue à réduire les lacunes existantes dans la participation sociale et politique des femmes en tant que décideurs et à générer des changements dans les rôles traditionnels qui les relèguent à leur rôle domestique et reproductif. Elles bénéficient en outre des formations de démonstration culinaire des produits locaux qui leur permettront de consommer ce dont elles cultivent et produisent. Enfin, grâce aux formations octroyées par ce projet, elles pourront transformer des produits locaux comme les mangues, les noix de cajou et les légumes.

- Réalisations

A l'issue de ce projet, plusieurs réalisations ont été constatées :

- La clôture des différents blocs maraîchers
- Les citernes d'eau, une citerne pour chaque bloc
- Un panneau solaire pour chaque bloc
- Des bassins d'eau et robinets pour chaque bloc
- Des équipements de maraîchage pour chaque GIE (brouettes, pelles, arrosoirs, cordes, coupe-coupe, binettes,

arrosoirs plastiques, décamètre 30 m, blanche de 52 kg, plantoirs, Robinets).

- Un don en intrant (chou, salade, Aubergine amère et douce, piment, poivrons, gombo et oseilles) pour la semence et pour chaque saison
- La structuration d'une fédération des femmes de Nyassia
- Deux unités de transformation, une unité à Nyassia et une à Enampor.

IV. Analyse, interprétation et discussion des résultats

Ce sont les données issues des questionnaires adressés aux bénéficiaires et des guides d'entretiens adressés aux membres de l'ONG 3D, aux autorités mais aussi aux présidentes des G.I.E qui sont analysées, discutées et interprétées.

- La perception des membres sur l'organisation

Partant de leur plan stratégique, 3D est une organisation dynamique fondée sur des principes tels que :

- ✓ L'équité
- ✓ La solidarité
- ✓ La responsabilité
- ✓ L'autonomie
- ✓ La démocratie

L'ONG 3D est composée d'une équipe jeune. Les membres sont tous d'une même génération et sont tous soumis aux mêmes principes. Ils véhiculent une idéologie qui répond à l'axe 2 et qui est celle de promouvoir l'égalité et la justice surtout en temps de conflit. Les entretiens avec les membres de l'ONG reflètent l'existence d'une solidarité au sein de cette institution. Selon 3D7 *“les deux équipes de 3D, celle en charge du projet de l'amélioration de l'état notionnel et celle chargée de l'autonomisation s'entraident mutuellement en cas de besoin”*. En plus, le principe de solidarité de l'ONG 3D va au-delà des relations personnelles entre les membres. Le plan stratégique de l'ONG 3D montre que c'est au nom de cette solidarité que l'ONG 3D s'engage à défendre l'intérêt commun et à promouvoir l'unité et la cohésion nationale.

En effet, la responsabilité d'une organisation consiste à assurer pleinement son rôle et à accomplir ses objectifs grâce à son engagement. Tout acteur de la structure 3D à des responsabilités à accomplir. En ce sens, 3D6 note *“qu'à 3D nul ne dépend de personne tous les agents agissent en fonction des plans d'action, chacun et meilleur dans son domaine et chaque élément de 3D connaît ses responsabilités”*. Par contre, les membres de l'organisation 3D sont en parfaite collaboration et s'entraide entre collègues. Cette collaboration, comme le dit 3D2, manifeste *“quand ils établissent un ordre de décaissement et qu'ils ont un problème au niveau de son établissement. Le coordinateur de l'autre équipe vient les assister pour que l'ordre puisse répondre aux normes et pour qu'il ait décaissement”*. Alors, il semble nécessaire de noter l'expression « zone d'ombre » propre à Michel Crozier dans cette organisation. Pour confirmer l'existence du « zone d'ombre » 3D8 montre *“qu'au sein de cette organisation, seul 3D11 maîtrise mieux les villages où se focalisent les blocs et sans lui ils pourraient se perdre en route”*.

Ainsi, toute organisation admet des atouts auxquels son point fort peut ressortir et des faiblesses auxquelles son point faible peut se faire constater. La chance de l'ONG 3D est celle d'avoir une équipe qui s'entend bien. Aussi, selon 3D3 *“l'atout de l'organisation 3D c'est d'avoir une équipe constituée de jeunes qui se comprennent et qui s'entendent”*. Les faiblesses sont par contre rattachées à toute organisation interventionniste. Celles notées au niveau de l'ONG 3D sont d'ordre communicationnel. La communication est un point phare pour la réussite d'une organisation. Sans une communication forte à l'interne aussi bien qu'à l'externe, une structure peut se paralyser. La communication permet aux membres d'une ONG d'échanger sur leurs activités au niveau interne, sur les objectifs et les méthodes à utiliser afin de voir comment faire ou quelle stratégie utilisée pour entrer en contact avec le monde extérieur et satisfaire les cibles. Dans ce sens, des critiques ne manquent pas pour la réhabilitation de la communication au sein de l'ONG 3D. D'abord 3D4 pense que *“le problème majeur de l'organisation est la difficulté de communication”*. Ces propos sont soutenus par 3D3, selon l'enquête *“bien que les emails, les appels, les sms téléphoniques et les réseaux sociaux facilitent la communication mais le problème de communication persiste au sein de 3D”*. Alors, il semble vrai

qu'aucune organisation n'est sans faiblesses ni à l'abri des problèmes de communication. L'absence de communication tue la communication et paralyse une ONG. Ensuite, il n'y a pas que des difficultés liées à la communication qui sont notées au sein de cette structure. Dans une organisation, tous les acteurs n'ont pas accès au même niveau à l'information. Cela se constate même dans le quotidien de la structure 3D car, selon l'enquête 3D4 *“la non transparence aussi existe dans cette structure, des fois des agents partent sur le terrain mais en ignorant totalement les frais réels du déplacement”*. Ensuite, le système de capitalisation de l'ONG 3D est fustigé du fait que, c'est les bailleurs qui définissent leurs objectifs et le niveau d'indicateur à atteindre. Certains membres souhaitent que les bailleurs n'exigent pas des objectifs à remplir ni des indicateurs à atteindre. Selon cet enquête, 3D3, *“ils préfèrent un système de capitalisation propre à l'organisation et des indicateurs qui ne dépendent pas du bailleur”*. En outre, le jeu de pouvoir dans l'organisation est souvent noté car, il arrive que le supérieur désire montrer son pouvoir à son inférieur. Dans chaque organisation il y'a une hiérarchisation et il' arrive qu'il y ait manifestations des épreuves de force. L'organisation n'en demeure pas moins une exception, comme le note 3D8 *“parfois un agent est obligé d'accepter les ordres établis par son supérieur pour ne pas obtenir de problème”*. Enfin, pour éradiquer ses difficultés opérées, des suggestions ont été reformulées par quelques membres qui suggèrent plus de transparence et de la bonne communication. C'est sans doute ce que défend 3D8 en ces propos : *“s'il y'a un problème dans une organisation, la seule et unique solution qui peut le régler est la communication. La transparence, est la base de la confiance »*. Seule la transparence et la bonne communication pourrait garantir un travail d'équipe inclusif et parfait. Elles sont deux composants phares pour toute organisation.

- L'analyse des résultats sur le renforcement de l'état nutritionnel

Au premier regard, les résultats issus du questionnaire N°2 montrent qu'en moyenne l'âge des femmes enquêtées bénéficiaires du programme de renforcement nutritionnel est de 26,81. Alors, à partir de ces résultats, un fort constat effectué est que les jeunes femmes

bénéficient le plus de ce programme de renforcement nutritionnel. (Voir figure N°1).

Figure 1

Age			
Moyenne	Médiane	Mode	Déviati on standard
26.81	26.00	25.00	4.50

Source : données de l'enquête (questionnaire N°2)

Ensuite, d'après le questionnaire N°2, le nombre de bénéficiaires mariées est plus important. Il est égal à 58, avec un pourcentage de 90,62%. Le nombre de célibataires bénéficiaires est de 5 dans tous les deux sites avec un pourcentage de 7.81%. Cela montre que les femmes mariées se soucient de la santé nutritionnelle de leurs enfants plus que celles célibataires. Cela est dû à leur situation matrimoniale. Les femmes mariées ont plus de responsabilités vis-à-vis des enfants. Parmi tous les enquêtés, une seule femme est veuve. Il faut sans doute noter que, d'après les données du questionnaire N°2, la plupart des bénéficiaires de ce programme sont mariés. Le manque de sensibilisation peut être à l'origine de ce décalage entre les différentes catégories de femmes. (Voir figure N°2)

Figure 2 :

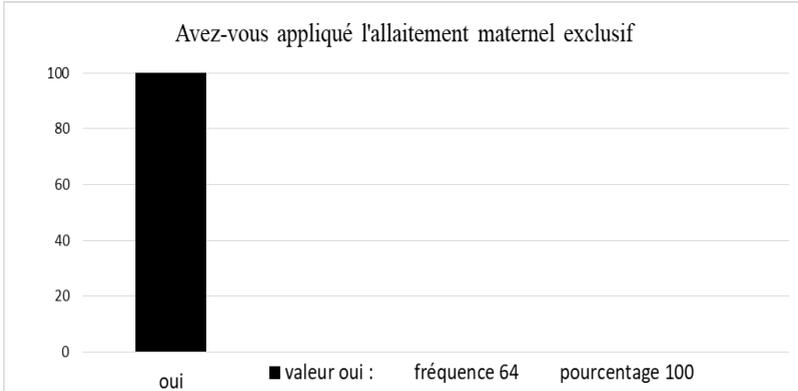
Situation matrimoniale		
Valeur	Fréquence	Pourcentage
Mariée	58	90.62
Célibataire	05	7.81
Divorcée	01	1.56

Source : données de l'enquête (questionnaire N°2)

En effet, tout enfant de zéro (0) à cinquante-neuf (59) mois peut bénéficier de ce projet de renforcement nutritionnel. Alors chaque enfant a une chance de bénéficier de ce projet pendant une durée de quatre ans huit mois (4 ans, 8 mois). Selon les données de l'enquête, le nombre d'années bénéficiées par les femmes pour ce programme

est de 1 an 44 mois, en moyenne. En plus, la totalité des femmes enquêtées appliquent l’allaitement maternel exclusif. Cela peut être illustré par le graphique N°3 mais aussi par les propos de E7 pour qui *“c’est une exigence pour toute femme d’appliquer l’allaitement maternel exclusif car, le lait maternel permet à l’enfant d’être et de rester en bonne santé* ». (Voir figure N°3).

Figure 3



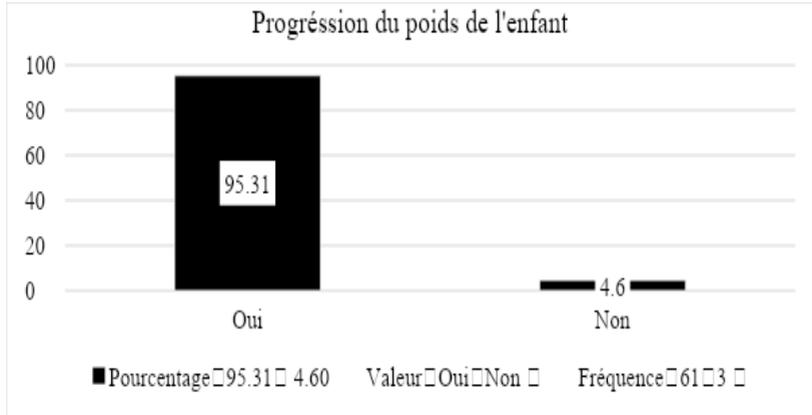
Source : données de l’enquête (questionnaire N°2)

En outre, le pesage mensuel ou encore séance de pesée est une activité assurée par les relais. Il permet de contrôler chaque mois l’évolution du poids de l’enfant. Pour chaque enfant les relais prennent son poids et sa taille pour voir si sa progression est normale ou non. Ainsi, 3D4 souligne dans ce sens que *“pour chaque enfant il y a un poids qu’ils attendent de lui. s’il ne l’atteint pas ils vont discuter avec sa mère pour savoir les causes et apporter des solutions”*. Ensuite, les relais font un excellent travail qui est des fois pénible et qui n’est pas rémunéré à valeur égale. C’est pourquoi selon E9 *“la motivation des relais devrait être augmentée, car les relais font presque tout le travail de ce projet et sont présent tout le temps”*. La motivation est primordiale pour motiver les acteurs à accomplir bonnement leurs missions. Le manque de motivation ou de l’insuffisance d’une rémunération peut engendrer des défaillances dans le travail. Toutes les femmes ne répondent pas aux activités de pesées car selon l’enquêté E8 *“il manque de motivation dans les séances de pesée. Peut-être que si l’ONG leur distribue de la farine ou leur donne de l’argent, elles*

pourront toutes venir”. Face à ce problème s’ajoute le fait que certaines femmes n’acceptent pas que leurs enfants soient vaccinés. Ce qui fait qu’elles ne les amènent pas lors des séances de pesée. Elles disent que, selon E7, “ *si leurs enfants sont vaccinés, ils passent toutes les nuits à pleurer* ». Cela n’est pas une excuse valable pour E7, selon lui “ *ce n’est pas une raison pour ne pas se faire vacciner son enfant. Car la vaccination des enfants est obligatoire et c’est une prévention pour tous. Si un enfant n’est pas vacciné alors qu’il est tombé malade, il peut à tout moment contaminer un autre alors, ils doivent tous venir se faire vacciner*”.

En effet, pour ce projet, plus de 90% des enquêtés estiment que le poids de leurs enfants a augmenté. Alors des anomalies sont peu notées. Seulement moins de 5% affirment que le poids de leurs enfants n’augmente pas. Ce sont les cas malnutris dont l’ONG 3D prend en charge en organisant journées de consultations, de dons de la farine riche en vitamine A, de séances d’éveil, de causeries, de démonstrations culinaires, de sensibilisations et de partages. (Voir figure N°4).

Figure 4

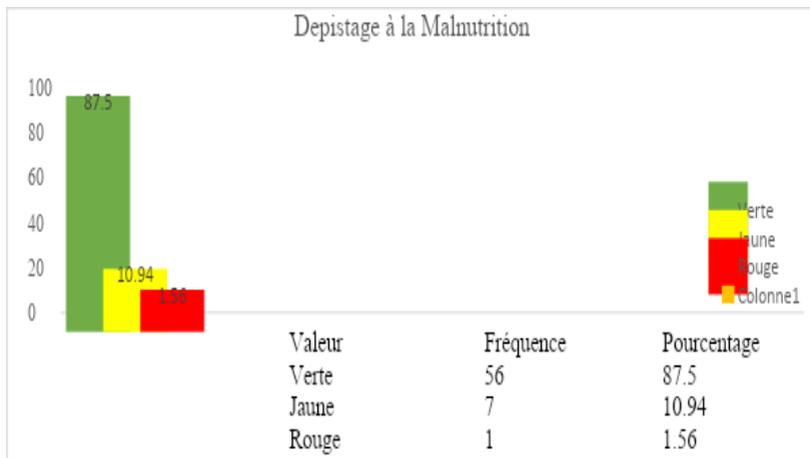


Source : données de l’enquête (questionnaire N°2)

Ensuite, toutes les femmes entretiennent des séances de causerie après chaque séance de pesée. Selon les réponses issues du questionnaire N°2, les causeries tournent autour de l’allaitement et de l’hygiène. L’enquête E8 explique qu’ “*ils se basent sur les catalogues offerts par*

l'ONG 3D pour sensibiliser les femmes sur la propreté, sur l'hygiène et sur les bonnes conduites». Au-delà des séances de pesées et de causeries, il est aussi organisé chaque trimestre des séances de dépistage. Le dépistage est une activité qui permet de tester pour savoir si un enfant est atteint de la malnutrition. Les enfants de toutes les femmes enquêtées effectuent le dépistage de la malnutrition. Il y a trois (3) couleurs qui permettent d'identifier les différents cas malnutris enregistrés. Le vert (normal) qui signifie que l'enfant est bien portant. Le jaune (modéré) qui signifie que l'enfant est atteint d'une malnutrition moins grave et doit consommer des produits en vitamine A. Pour E9, «*l'ONG distribue de la farine riche en vitamine A, composée de produits naturels et permet à l'enfant de retrouver un état normal* ». Enfin le rouge (aiguë) renseigne que l'enfant est atteint d'une malnutrition sévère. Selon les données de l'enquête, 56 femmes sur 64 soit 87,5% estiment que leurs enfants sont bien portants. Sauf sept (7) enfants sont dans le jaune et un (1) seul dans rouge. (Voir figure N°5)

Figure 5

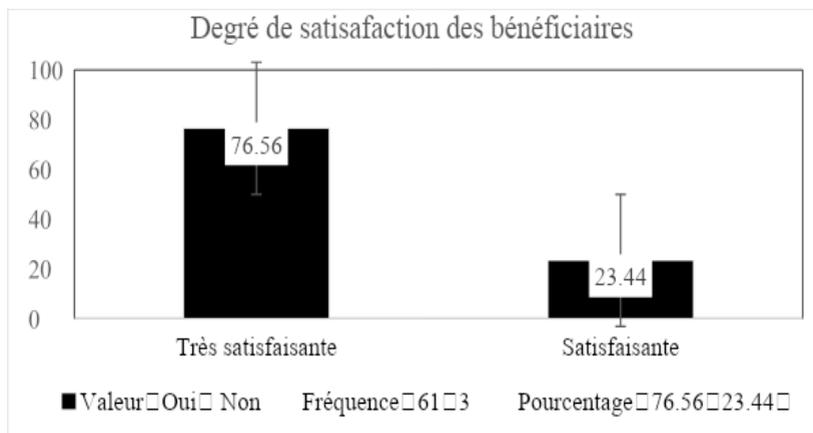


Source : données de l'enquête (questionnaire N°2)

D'après les entretiens, tout cas rouge est transféré comme urgence à l'hôpital Ziguinchor. Après être traité, il va être suivi par les relais. Ces derniers vont causer avec la maman de l'enfant après l'avoir

distribué de la farine. Selon E7, «*les entretiens et même les démonstrations culinaires peuvent des fois se tenir à domicile si les cas graves ne sont pas nombreux*». En effet, les opinions des bénéficiaires sur ce programme diffèrent les unes des autres. Certaines trouvent que c'est un très bon programme. Parce qu'il répond à leurs attentes et il vise la bonne santé de leurs enfants. D'autres considèrent que c'est un bon programme car à travers ce projet, leurs enfants «*ont plus de santé*». Pour certaines, c'est une politique de réduction de naissances. Ensuite, le degré de satisfaction des femmes varie aussi selon les réponses. Sur 64 femmes, environ 77% des enquêtés sont très satisfaits. Pour certaines, c'est parce que les activités sont bien déroulées et les enfants sont bien accompagnés dans la lutte contre la malnutrition. Par contre, seul 23% de l'ensemble des enquêtés sont satisfaites et c'est parce qu'elles ont bénéficié du projet et il leur a permis de se rassurer de leur état de santé ainsi que celui de leurs enfants. (Voir figure N°6).

Figure 6



Source : données de l'enquête (questionnaire N°2)

Enfin, des suggestions et des recommandations ne manquent pas pour l'amélioration de ce projet. En effet, la première suggestion est l'assouplissement de la lourde charge des relais. Presque tous les relais font la totalité des activités. Selon E9, «*l'ONG 3D effectue un excellent travail mais, au-moins, il faut une augmentation de la récompense des relais*». En plus, les séances de dépistages durent

deux (2) à trois (3) jours. Cela est dû non seulement à la distance qui sépare les districts sanitaires et les villages mais aussi, le plus souvent, à la motivation. Surtout, pendant les séances de pesées et de dépistages, ce ne sont pas toutes les recensées qui viennent. C'est ce qui fait dire à E7 qu'« *il faut plus de motivation pour les femmes, parce que certaines ne viennent pas pour les séances de pesée. Mais s'il y avait distribution de la farine pour chaque séance et pour toutes les femmes, il en est sûre qu'elles viendront* ». De ce fait, les femmes enquêtées suggèrent toutes qu'il y ait plus de farine car, pour elles, la farine est bonne pour la santé de l'enfant et pour elles-mêmes. Aussi, d'autres suggèrent de l'argent pour inciter les femmes à assister aux pesages et aux dépistages et assurer la santé de leurs enfants. Quelques recommandations ont été notées d'abord, pour l'amélioration de ce programme dans les villages les plus reculés, les femmes enquêtées suggèrent qu'il faut plus de sensibilisation aux femmes du fin fond des villages. Elles en ont aussi besoin de ce genre d'assistance. Tout de même, il faut sensibiliser les maris et l'ensemble de la population. Car, il y a toujours selon elles, des maris qui n'aimeraient pas que leurs enfants et femmes soient vaccinées. Par contre, elles suggèrent plus de motivations et de sensibilisations. C'est dans ce sens que E9, E8 et E10 montrent qu'« *il faut une politique solide de sensibilisation et de motivation, car plusieurs femmes viennent quand elles entendent qu'il y'a distribution de la farine* ».

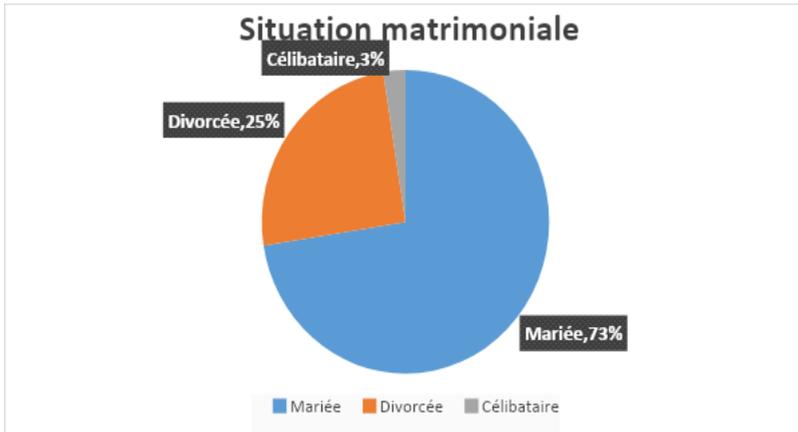
En résumé, pour un développement local durable et inclusif, l'ONG 3D s'efforce avec l'ensemble des autorités et les populations locales avec ce programme pour l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 ans, des femmes allaitantes et femmes enceintes.

- L'analyse des résultats sur l'autonomisation socioéconomique et politique

A partir des résultats issus du terrain, il est sans doute sine qua none de passer à l'analyse. La première question interroge sur la situation matrimoniale des femmes des différents GIE bénéficiaires du projet d'autonomisation socioéconomique et politique des populations du département de Ziguinchor. En effet, la réponse à cette première question indique que dans la commune de Nyassia et Enampore et dans le village de Kassoulou et Kamobeul, 58 femmes sont mariées, 20 sont veuves et 2 sont célibataires. Ce qui fait un pourcentage de

72.5% de femmes mariées, de 25% de veuves et 2.5% de célibataires. Alors, partant de ces résultats, il faut noter que les femmes mariées bénéficient majoritairement de ce projet. (Voir figure 7 ci-dessous)

Figure 7



Source : données de l'enquête (questionnaire N°1)

Ensuite, il est important de souligner, avant d'avancer, que c'est seulement dans le bloc du GIE de Nyassia qu'il a été constaté une participation des hommes, au nombre de 5. Ainsi, tous les vergers ou blocs maraîchers appartiennent aux femmes. Avant l'arrivée de l'ONG 3D, elles avaient déjà des espaces où cultiver. Cet enquête souligne que *“l'espace sur lequel elles cultivent, appartenaient à leurs grandes mères. C'est dans cet espace qu'elles cultivaient. Elles sont décédées. Aujourd'hui c'est-elle qui y cultivent avec le soutien des ONG”*. Et selon E3 *“elles ont des papiers justificatifs du verger avant même l'arrivée de ce projet de l'ONG 3D”*. En outre, l'organisation du travail des GIE maraîchers est partout la même. Les femmes sont organisées autour des pépinières. Chaque pépinière est gérée par un groupe de femmes. Si la pépinière commence à pousser, elles défrichent et se partagent. Ensuite, chacune d'elles va repiquer dans les planches qui lui sont octroyées. Et pour les légumes cultivés sans repiquage, chaque femme a droit à une quantité de 4 à 5 pépinières et à elle seule revient la récolte.

Cependant, pour ce projet d'autonomisation socioéconomique et politique, les femmes des différents GIE affirment que l'ONG 3D

contribue dans le maraîchage. Ensuite, cette contribution se manifeste par un soutien à l'égard de toutes les femmes. Deux types de soutiens ressortent des données récoltées issues du questionnaire n°1. Il s'agit de l'appui technique qui renvoie au don de matériaux mais aussi à la formation. C'est dans ce sens qu'un des techniciens chargés de la formation rappelle la technique « Cheep¹²³ » qu'il enseigne aux femmes des différents GIE. Mais aussi, les données montrent l'existence d'un appui de la part de l'ONG 3D en semence aux différents GIE. Selon les femmes enquêtées, ce projet n'a encore duré qu'un (1) an et chaque semaine l'équipe de l'ONG 3D vient visiter les blocs une à deux fois pour constater l'avancement du projet.

Néanmoins, l'amélioration des revenus des femmes des différents GIE a tout un sens dans cette intervention de l'ONG 3D. Les réponses à la question liée à l'amélioration des conditions de vie des femmes permettent de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle l'ONG 3D contribue à l'autonomisation socioéconomique des femmes. En effet, toutes les femmes interrogées sur la question ont donné une réponse affirmative. Alors, les données montrent que grâce à ce projet d'autonomisation socioéconomique et politique, il y a une augmentation de revenus des femmes. De ce fait, l'ONG contribue à l'amélioration des conditions socioéconomiques des femmes par l'augmentation de leurs revenus. En résumé, l'ONG 3D contribue à l'accès aux droits sociaux fondamentaux, en permettant aux femmes des quatre différents GIE de jouir de leur droit au travail et à l'épanouissement. C'est dans ce sens qu'il faut appréhender l'idée que les organisations non gouvernementales apparaissent aujourd'hui comme des acteurs incontournables du développement et, plus encore, de l'aide au développement (Voir figure 8) :

¹²³ Selon le technicien chargé de former les femmes en technique de semences, « Cheep » est une technique japonaise qui a été appliquée pour la première fois, en Afrique, au Kenya. Cette technique vise à améliorer les exploitations familiales.

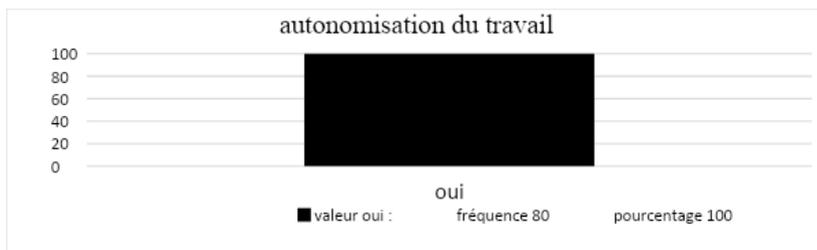
Figure 8



Source : données de l'enquête (questionnaire N°1)

Ainsi, à partir des soutiens de ce projet, les femmes font du commerce après la récolte des légumes. Et grâce à ce qu'elles gagnent du commerce, elles participent aux dépenses quotidiennes et à la scolarisation de leurs enfants. C'est dans ce sens que l'enquête E2 évoque « qu'au début elles cultivaient uniquement pour la consommation mais, actuellement, elles cultivent à la fois pour la consommation et la vente ». Si le travail peut être un facteur de libération, il faut noter que, grâce à ce projet, les femmes sont autonomes et gagnent leur vie. (Voir figure N°9).

Figure 9

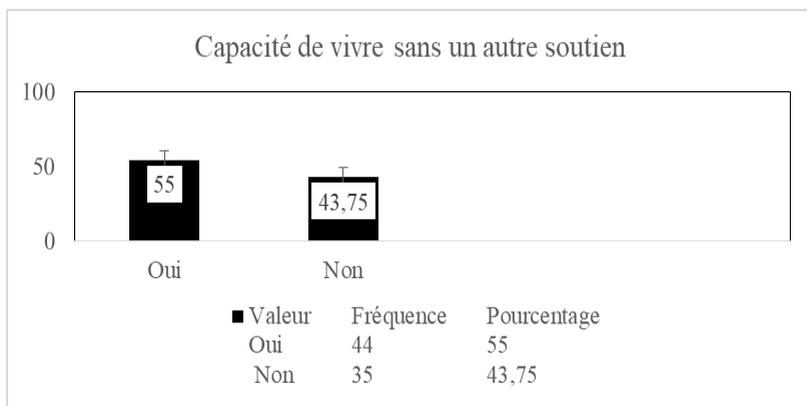


Source : données de l'enquête (questionnaire N°1)

D'après les données, ce projet permet aux certaines femmes de vivre correctement. Toutefois, les femmes enquêtées affirment sans aucun doute que ce projet à peu ou prou améliorer leurs conditions de vie. Mais cette amélioration issue du projet ne peut pas permettre de faire dire qu'elles peuvent correctement vivre sans aucun autre soutien. En conséquence, leurs réponses varient en fonction de leur satisfaction.

Les résultats montrent que 55% disent ne pas pouvoir vivre correctement sans aucune autre alternative. Par contre 43,75% ont répondu qu'elle arrive à l'aide de ce projet à vivre correctement sans un autre soutien. Ainsi pendant l'hivernage les femmes préfèrent aller dans leurs champs rizicoles que de rester dans les blocs maraîchers. Car, elles pensent que ces derniers sont beaucoup plus rentables. Ce qui confirme qu'elles ne peuvent pas seulement se suffire de ce projet sans faire recours à d'autres activités. C'est dans cette logique 3D7 informe que *“ pendant l'hivernage la semence leurs sont octroyées mais elles ne viennent travailler dans les blocs. C'est une des difficultés que l'ONG 3D rencontre avec elles. (Voir figure N°10)*

Figure 10



Source : données de l'enquête (questionnaire N°1)

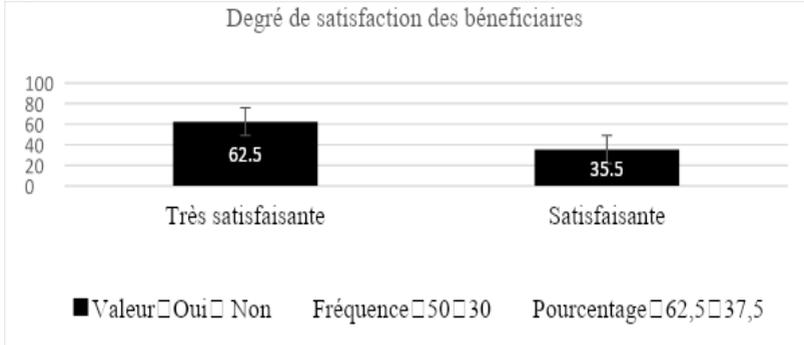
En plus, d'après les données ce projet permet aux femmes d'obtenir une influence dans la société et dans les prises de décision. Certaines disent voir leur influence s'accroître dans le commerce, d'autres dans les participations aux tontines et d'autres dans leurs familles avec leur participation aux dépenses familiales. Les femmes ont toutes une vision ou/et un objectif déterminé. Elles aspirent à devenir de grandes commerçantes. Leur souhait est de produire beaucoup pour vendre. La formation en transformation des fruits et légumes les intéresse le plus. De ce fait, à partir de la transformation des produits et légumes, elles pourront gagner plus facilement leur vie. C'est dans ce sens que selon

E4 “ *l’ONG 3D leurs a promis une unité de transformation mais jusqu’à présent elle n’est pas fonctionnelle*”.

Par contre, l’ONG 3D organise pour chaque le 05 de tous les mois une journée de formation. Cette formation repose sur l’importance de la consommation des fruits locaux, sur le genre, sur la démonstration culinaire, sur les droits humains et sur la sensibilisation des violences faites aux femmes. En effet, la formation sur la transformation des fruits et légumes n’a pas commencé. Car, selon elles, l’unité de transformation n’est pas encore fonctionnelle. Cette formation en transformation permettra aux femmes d’être, dans l’avenir, incontournables dans le secteur de la transformation des produits locaux. Mais également, elle leur permettra de mieux collaborer pour gagner leur vie afin de sortir de la pauvreté. Plus loin, elle les aidera à adhérer à un but commun. Dans ce sens, il est bien possible d’accepter que “*[...] l’enjeu du développement local est plus vaste. Il s’agit de mettre en évidence une dynamique qui valorise l’efficacité des relations non exclusivement marchandées entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent*”. C’est dans cette dynamique que l’ONG 3D tâche de mettre en évidence une dynamique qui pourra valoriser les relations entre les différentes femmes pour bénéficier des richesses dont elles disposent. Enfin, E5 qui reconnaît l’importance des apports de l’ONG 3D car elle affirme que “*l’ONG 3D est une importante partenaire qui les forme sur la prise de parole en publique, sur le leadership et sur leurs droits en tant que femmes etc. c’est grâce à elle qu’une des présidents des fédérations des femmes est candidate cette année pour la mairie de sa commune*”.

Les réalisations à l’issue de ce projet sont pour la plupart jugées très satisfaisantes par les bénéficiaires. Selon le diagramme ci-dessous 62,5% des femmes annoncent que les résultats sont très satisfaisants et pour 37,5% des femmes les réalisations sont satisfaisantes car elles constatent une augmentation en termes de récolte et de vente avec ce projet. (Voir figure 11)

Figure 11



Source : données de l'enquête (questionnaire n°1)

En fait, au-delà des réalisations, quelques suggestions ont été reformulées. Partout dans les quatre blocs, des manques et des difficultés ont été notés. En effet, dans le bloc de Unagoral, des problèmes sont notés au niveau de la citerne d'eau et le manque d'arrosoirs, des bassins et de robinets. Ensuite, au niveau du bloc de GIE Soblé, elles réclament une diversification des produits. Par exemple, la culture des fruits comme la banane est plus économique et plus rentable. Une importante suggestion est faite par E2, selon elle *“ leurs produits pourrissent après la récolte. Elles aimeraient que l'ONG leur aide à exporter les produits pour les vendre à Ziguinchor (ville) ”*. En effet, des suggestions pour extrapoler ces genres de projet dans les villages les plus lointains ne manquent pas. Enfin, pour E1 *“ les ONG doivent se décentraliser, aller dans les profondeurs des villages pour plus de sensibilisation et aider les femmes qui s'y trouvent, car elles ont des jardins maraîchers mais n'ont pas les moyens ”*.

En résumé, l'ONG 3D s'efforce de contribuer à l'accès aux droits sociaux fondamentaux à partir d'un projet visant à améliorer les conditions socioéconomiques et politiques des femmes du département de Ziguinchor. Ensuite, elle vise à autonomiser et promouvoir le leadership des femmes par des accompagnements techniques, sociopolitiques et financiers. Dès lors, les ONG peuvent être considérées comme des moteurs d'expulsion de la pauvreté. Car elles mettent en exergue des richesses sociales locales pour les populations afin d'atteindre le développement local durable.

V. Les limites de l'ONG 3D

L'organisation 3D est une structure militante, experte et engagée. Toutefois, comme toute structure, elle admet des limites. L'ONG 3D (régionale) de Ziguinchor est sous la bannière de l'ONG 3D (nationale) de Dakar. Celle de Dakar est l'organisation mère. Elle gère le recrutement des agents et les stages au niveau de toutes les structures 3D du Sénégal. Elle met en place les projets, définit les objectifs et cherche des bailleurs. Et les programmes d'activités des structures 3D régionales et départementales sont sujettes des projets validés par l'organisation centrale. Elle est l'unité centrale de toutes les structures régionales. Pourtant, chaque structure 3D décentralisée a un bureau et des membres, aptes à mettre en place un projet, à chercher un bailleur et à piloter un projet. Un manque de responsabilité définit la manière de gérer de la structure 3D. En effet, lors des entretiens, certains ont jugé l'ONG 3D d'être une structure oligarchique, familiale et personnelle. D'autres pensent qu'elle est une structure pro étatique car la plupart de ses projets sont des politiques de l'État. Mais aussi parce que le coordinateur national est en parfaite collaboration avec le parti au pouvoir. En outre, l'ONG 3D régionale admet deux coordonnateurs qui sont répartis en fonction des projets. Le coordinateur général et la coordinatrice adjointe. Chaque coordinateur gère un projet. Visiblement aucun ne dépend de l'autre sauf que, tous les deux dépendent du coordonnateur national qui se focalise à Dakar. Il arrive qu'il y ait une urgence de réaliser une activité qui n'était pas prévue. Mais, pour toute activité imprévue, il faut envoyer une demande jusqu'à Dakar et attendre sa validation. Ensuite, chacun des coordonnateurs à des collaborateurs qui lui sont fidèles. Par contre, l'existence de clans est notée dans cette structure suivant les comportements des collaborateurs (Crozier et Friedberg 1992). Les collaborateurs de chaque coordinateur de projet ont l'esprit de protéger l'image de leur chef. La communication est restreinte et elle passe sur les canaux de l'affection. C'est ce qui paralyse rapidement une organisation (Crozier et Friedberg 1992). Quand on siège au sein de cette organisation, la première impression que l'on a, c'est de dire qu'il n'y a pas de travail ni d'activités de terrain. Elle effectue le terrain par semaine. En pratique, chaque trois jours, des agents font des déplacements au niveau des villages concernés. Au retour, ils font

des comptes rendus. Selon les données, les bénéficiaires sont satisfaits des réalisations mais souhaitent des améliorations au niveau logistique et financier. Dans les villages, la construction des salles de formation tarde énormément. Elle est due au problème de financement et du respect du contrat avec le chef de chantier. L'implication des bénéficiaires dans le projet (démarches, activités et décisions) fait défaut. Des fois, il y a un manque d'information ou plutôt un malentendu entre les bénéficiaires et l'ONG. Il arrive que les membres fassent une descente sur le terrain pour contrôler les travaux et l'avancement du projet et ensuite échanger avec les bénéficiaires. Mais le manque d'information entraîne qu'ils trouvent peu de personnes les lieux. Enfin, comme dans toutes les ONG, les acteurs (relais ou intermédiaires, supérieurs et les agents de terrains) qui accomplissent le travail le plus important et pénible, sont peu rémunérés. Les organisations non gouvernementales ont toutes des limites, qu'elles sont manifestes ou latentes.

Conclusion

De nos jours, il existe de plus en plus, en matière de développement, un consensus chez les acteurs et décideurs, sur le fait que les ONG jouent un rôle capital dans le développement en aidant directement les populations défavorisées et parfois négligées par les politiques nationales de développement du fait « *qu'elles sont plus coutumières du terrain, mieux imprégnées des réalités de vie des populations, plus disposées à l'écoute, partant, plus proches d'elles que les institutions étatiques officielles, bureaucratisées et lointaines* » (Diakité 2002:129).

C'est dans ce contexte que l'on assiste, au courant des années 1980, 1990 et 2000, à une prolifération des ONG internationales dans le monde rural des pays sous-développés. Dès lors, elles vont intervenir auprès des populations rurales supposées les plus défavorisées, en développant une démarche axée sur l'approche participative. Ce qui ne manquera pas d'entraîner des changements sociaux dans le vécu des acteurs locaux et ainsi de susciter un questionnement chez les socio-anthropologues. Tout au long de cette contribution, nous avons cherché à analyser les mécanismes et les enjeux de la

responsabilisation des populations à la base, à travers une entreprise fédérative de leurs organisations communautaires de base respectives. En résumé, l'ONG 3D est une organisation constituée de jeunes dans sa totalité. La vision de l'ONG 3D pour le développement se décline à travers trois grands axes suggérés par sa dénomination : Démocratie et Gouvernance locale ; Droits Humains ; Développement durable. A travers ces trois axes, l'organisation 3D contribue à l'accès aux droits sociaux fondamentaux pour les populations du département de Ziguinchor. Pour ce faire, l'analyse des données nous montre que l'organisation accompagne les différents GIE (Soblé, Unagorale, Kassoulou, Johere) en des fournitures agricoles, de la semence et des formations pour le renforcement de capacités. L'objectif de l'ONG 3D est de contribuer à l'autonomisation socioéconomique et politique et à la lutte contre la pauvreté, en promouvant le leadership des femmes des communes de Nyassia et Enampore par la mise à leur disposition d'une unité de transformation des fruits et légumes. Aussi, elle contribue à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de (0-59 mois), des femmes allaitantes et femmes enceintes en les sensibilisant, en les motivant à venir peser leurs enfants et les dépister.

Références bibliographiques

Alexandre Lucie et Bessette Guy (2000), *L'appui au développement communautaire : une expérience de communication en Afrique de l'Ouest*, Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), 215 p.

Assogba Yao (1998), « Le paradigme interactionniste et le processus de développement communautaire : l'exemple des ONG en Afrique », *Revue canadienne d'études du développement*, pp. 201-218.

Ba Moussa (1999), « Le mouvement ONG au Sénégal : outil de développement participatif » dans *Les cahiers du CONGAD n°1 : symposium sur l'identité des ONG*, Dakar, CONGAD, Janvier, 13 p.

Banque Mondiale (1996), *Partenariat de la Banque Mondiale avec les ONG : groupe sur la participation et les ONG*. Département de lutte contre la pauvreté et la politique sociale, Washington, 40 p.

Brown L. David et Kortzen David C. (1988), *The role of voluntary organizations in development. An exploratory concept prepared for the World Bank*, Washington.

Condamines Charles (1989), *L'aide humanitaire entre la politique et les affaires*. Paris, l'Harmattan, 234 p.

Crozier Michel et Friedberg Erhard (1992), *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris : Seuil, 500 p.

Dahou Tarik (2003), « Clientélisme et ONG », *Journal des anthropologues*, 145-63 pp.

David Lewis Nazneen Kanji, (2009), *Non-Governmental Organisation and Développement*. Routledge, 1ère édition, 256 p.

Deler Jean-Pierre et al (1998), *ONG et développement, société, économie, politique*, Paris, Karthala, 684 p.

Diop Momar Coumba et Jean-Benoist (2007), *L'Afrique des associations. Entre culture et développement*, Paris, Dakar, CREPOS-Karthala.

Diouf Makhtar (1992), « La crise de l'ajustement », *Politique africaine*, n°45, pp. 62-85.

Dorier-Apprill Elisabeth et Jalin Sylvie, (2005) « Les ONG : acteurs d'une « gestion disputée » des services de base dans les villes africaines ? », *Hérodote*, n°35, pp.19-35.

Grawitz Madeleine (1993), *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz, 9^{ème} éd., 870 p.

Hours Bernard (2003), « Les ONG : outils et consolidation de la globalisation », *Journal des anthropologues*, pp.13-22.

Hours Bernard (2002), *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*, Paris, l'Harmattan,

Kassé Moustapha (1996), *L'Etat, le technicien et banquier face aux défis du monde rural sénégalais*, Dakar, Nouvelle édition africaine, 255 p.

Ministère de l'Économie des Finances et du Plan Union Européenne, (2018) « *Programme d'Accompagnement des Initiatives Citoyennes de la Société Civile* », rapport, Sénégal.

Olivier de Sardan Jean-Pierre (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221 p.

Olukoshu Adébayo et Nyamnjoh Francis (2005), « Repenser le développement africain : un appel au redressement », in Bulletin du CODESRIA, 11^{ème} Assemblée Générale : *Repenser le développement africain : au-delà de l'impasse, les alternatives*, numéro spécial 3 et 4, 6-10 décembre, pp.1-4.

Rist Gilbert (2013), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses Sciences Po, coll. « Monde et sociétés », 511 p.

Sonko Ousmane et Fofana B. Moussa (2022), *Les terroirs du développement*, l'Harmattan, 188 p.

Touré Ibrahima (2013), « Démocratie participative, décentralisation, finances publiques et aide au développement » in Momar-Coumba Diop, (éd.), *Sénégal (2000-2012). Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, Cres-Karthala, vol. 1, pp. 789-833.

Touré Ibrahima et Dia Amadou Hamath (2019) « Trajectoires des Politiques de l'Emploi des jeunes au Sénégal de 1960 à 2018. Entre Dispositifs institutionnels, Instruments Économiques et Diversification Partenariale », *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, vol 18, pp.57-78.

Touré Ibrahima (2020), « La circulation de la décentralisation dans les sciences sociales. Approche conceptuelle et comparative », *Revue Africaine des Sciences Politiques et Sociales*, n° 29, Oct.Nov.Dec, pp.6-28.

Touré Ibrahima (2023), « From the colonial communalization movement in 1872 to the establishment of rural communities in 1972: ten decades of urban decentralization and local development in Senegal », *Global Journal of Arts Humanity and Social Sciences*, Vol-3, n°9, pp. 1083-1096.

Verger Chantal (1995), *Pratiques de développement. L'action des chrétiens et des églises dans les pays du Sud*, Paris : Karthala, 237 p.

Verhagen Koenraad (1991), *L'auto développement ? Un défi pose aux ONG*, Paris, l'Harmattan, 193 p.

Verhelst Thierry (1987), *Des racines pour vivre Sud - Nord : identité culturelle et développement*, Paris, Duculot.

Yala Aminata (2005), *Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë*, ECLM, 1ère édition, 248 p.